

LETTRE EUROPE GARD-LOZERE



**Lettre d'information de la Maison de l'Europe de Nîmes -
Centre d'Information Europe Direct Gard-Lozère, ouverte au
Mouvement Européen-France - Gard (ME-F-Gard)**

N°30 - Octobre 2017



SOMMAIRE

- Nouvelles de nos associations: pp. 2-5
- Nouvelles de l'UE: pp. 6-11
- L'Europe dans la région: p. 12
- L'agenda p. 12

Les 30 ans d'Erasmus à Nîmes le 13 octobre: une des mini-conférences du Forum de la mobilité, à la CCI du Gard (haut gauche) et une partie du public du Dialogue citoyen, à Unîmes-Vauban (bas gauche).
« L'Europe au fil de l'eau » le 15 octobre au Grau-du-Roi.



Mouvement Européen
France
Gard



EDITORIAL

Les menaces sur l'Union européenne

Ah, "c'était le bon temps", l'époque où la seule menace sérieuse qui pesait sur ce qui s'appelait alors la Communauté européenne venait d'au-delà du rideau de fer !

Désormais, les menaces sur le projet européen surgissent de tous les côtés, à l'intérieur et à l'extérieur.

Celles de l'extérieur proviennent d'États qui érigent l'unilatéralisme égoïste, le nationalisme revanchard en mode de pensée et d'action : les gouvernements russe, turc, américain, chinois, indien.... L'U.E. ayant l'habitude du multilatéralisme, du compromis se trouve très dépourvue de traiter avec des gens qui ne pensent qu'à nous déstabiliser, nous détruire.

A l'intérieur, se répand le repli sur des communautés de plus en plus restreintes, excluant « l'autre » au nom de la défense de leurs identités et de leurs intérêts immédiats : aujourd'hui les nationalismes catalan, anglais (le Brexit) et demain ceux de Padanie (la région d'Italie du Nord irriguée par le Pô), de Flandre, d'Écosse menacent l'idée que l'on peut vivre ensemble sans partager la même culture ni les mêmes intérêts immédiats, ce qui est pourtant une idée fondamentalement européenne.

Ce repli frileux et exclusif se retrouve au niveau des États avec des partis qui agitent la peur de la perte d'identité pour racoler les électeurs déboussolés par la mondialisation et déçus par les promesses non tenues : les partis populistes français, allemand, italien, polonais, hongrois, tchèque, autrichien... en font leur fonds de commerce, prônant le ralliement au chef charismatique qui sait, lui, ce qui est bon pour « le peuple » qu'il a lui-même défini.

Le point commun de ces courants est le refus du partage, avec les migrants, avec les régions pauvres, avec les États les moins avancés de l'Union, avec les pays pauvres d'au-delà des mers...

L'égoïsme est une valeur en hausse !

Que faire ? Il nous faut expliquer sans cesse que nous ne pouvons réussir seuls derrière nos murs qui d'ailleurs ne nous protègent pas, que l'identité n'est pas une arme contre les autres, que le vent tourne souvent et que les défavorisés d'hier peuvent devenir les gagnants de demain et qu'ainsi nous ne sommes pas sûrs de ne pas avoir besoin de « l'autre » un jour . Rappelons quelques réussites historiques de la générosité : le plan Marshall qui a permis à l'Europe de se reconstruire après la Seconde guerre mondiale, les aides européennes qui ont fait sortir l'Irlande, l'Espagne et le Portugal du sous-développement, la remise à niveau de l'ex R.D.A. (au prix de réformes parfois douloureuses) par l'Allemagne réunifiée....

Frédéric Bourquin, président de la Maison de l'Europe

Les 30 ans d'Erasmus fêtés à Nîmes le 13 octobre

Voilà 30 ans qu'Erasmus devenu Erasmus + bouscule l'Europe et lui donne un visage souriant : 30 ans d'échanges, de connaissances et de destins européens partagés... 30 ans que ce programme devenu Erasmus + en 2014 incarne le succès de la coopération entre les États et les peuples d'Europe.

A l'occasion des 30 ans d'Erasmus, la CCI du Gard, la Maison de l'Europe de Nîmes et le Pôle Métropolitain Nîmes-Alès ont organisé ensemble le **1^{er} Forum de la Mobilité internationale**, qui s'est tenu à la CCI du Gard le 13 octobre de 9h30 à 17h. Ce Forum était

principalement destiné aux lycéens et étudiants. Il a rassemblé des organismes qui ont donné des réponses aux questions qui se posent si on envisage un projet de mobilité (dispositifs et financements, accompagnement, langues, logement, coût de la vie sur place, santé, stages). **700 jeunes** de nombreux établissements scolaires de Nîmes et Alès sont venus se renseigner sur les différentes opportunités de mobilité.

Le Forum a été inauguré par Mme Florence Levi-Cadanel, présidente de la Commission Formation de la CCI Gard et le député européen Franck Proust, le président de la Maison de l'Europe de Nîmes Frédéric Bourquin et Fabien



Boulquier, chargé de l'enseignement supérieur à Nîmes Métropole, au nom du Pôle Métropolitain Nîmes-Alès.

De nombreux partenaires étaient présents avec des stands d'information: administrations, établissements scolaires et universitaires, associations. Un espace informel a été organisé pour que des

jeunes puissent témoigner de leurs expériences de séjours Erasmus . De nombreux étudiants (Lycée Jacques Prévert à St Christol les Alès, Lycée de la CCI Gard, Institut d'Alzon, Lycée St Vincent de Paul, IRFSS Croix Rouge) et volontaires ont raconté leurs expériences personnelles à l'étranger.

Des mini-conférences ont complété ces informations:

- *Service volontaire européen / Corps européen de la solidarité – Erasmus +*
- *Erasmus +: mobilité et handicap*
- *Les dispositifs européens pour la jeunesse*
- *L'international – une valeur sûre pour s'insérer sur le marché du travail*

Le Forum s'est conclu avec des remerciements aux organisateurs par Guillaume Cros, vice-président de la Région Occitanie chargé des affaires européennes et membre du Comité européen des Régions, Eric Giraudier, président de la CCI Gard, Jacky Raymond, vice-président de Nîmes-Métropole en charge de l'enseignement supérieur et Jimmy Jamar, chef de la représentation de la Commission européenne en Belgique.



Le Dialogue citoyen à Nîmes « Bouger en Europe : quand est-ce qu'on en profite ? »

Juste après le Forum sur la mobilité, la Maison de l'Europe de Nîmes – Europe Direct Gard-Lozère, avec le soutien de la Représentation de la Commission européenne en France et du Comité européen des Régions et en collaboration avec l'Université de Nîmes a organisé le **Dialogue citoyen « Bouger en Europe : quand est-ce qu'on en profite ? »**, de **18h à 19h45**, dans un très bel amphithéâtre du site Vauvan d'Unîmes.



Les intervenants au Dialogue ont été **Guillaume CROS**, vice-président chargé des affaires européennes de la Région Occitanie et membre du Comité européen des Régions, **Amal COUVREUR**, vice-présidente déléguée à la jeunesse du Conseil Départemental du Gard et **Jimmy JAMAR** chef de la Représentation de la Commission européenne en Belgique et spécialiste de la mobilité. Le débat a été animé par **Véronique AUGER**, journaliste à France 3 où elle réalise chaque semaine l'émission « Avenue de l'Europe ».

Les thèmes abordés ont concerné la mobilité européenne : le programme Erasmus +, le travail à l'étranger, les opportunités à l'international des établissements scolaires et des étudiants. Environ 120 personnes étaient présentes pour poser des questions sur les possibilités qu'offre l'UE et pour parler de leurs expériences internationales.

Ce débat s'inscrit dans les **Réflexions sur l'Europe** du Comité européen des Régions, une initiative qui offre un espace de dialogue aux citoyens pour qu'ils puissent débattre de leurs préoccupations et de leurs idées pour le futur de l'Europe. De mars 2016 à fin 2017 le Comité européen des régions soutient, en France, 5 événements 'Parlons d'Europe en région', dont le dialogue du 13 octobre à Nîmes, et d'autres événements liés à la Semaine européenne des villes et des régions.

Cet espace de dialogue est à la fois 'physique' (événements organisés au niveau local) et 'virtuel': questionnaire en ligne <http://cor.europa.eu/ReflectingEU/Pages/survey/survey-FR.aspx>.

L'application téléchargeable 'Have your say on Europe' est disponible: elle permet de répondre au questionnaire, d'accéder aux résultats par pays et de connaître les événements à venir.

Le dialogue citoyen « Bouger en Europe : quand est-ce qu'on en profite ? » a été transmis en direct grâce à Radio Système (radio associative de Vauvert), il est accessible sur le lien : <https://soundcloud.com/radio-systeme/debat-bouger-en-europe-fac-de-nimes-13-octobre-erasmus-30ans>



Embarquez pour l'Europe ! Escale au Grau du Roi, quai Colbert, dimanche 15 octobre

Le projet « A la découverte de l'Europe au fil de l'eau en Occitanie—Pyrénées Méditerranée » a été initié par l'ADRET (Agence de Développement Rural Europe et Territoires) – Centre d'information Europe Direct Pyrénées Languedoc-Roussillon (Prades – 66). Il a été cofinancé par l'Union européenne et la Région Occitanie. Son but est de faire connaître au grand public les réalisations concrètes de l'Union européenne mais aussi d'échanger avec les citoyens et recueillir leurs avis sur l'avenir de l'Europe.

Le 15 octobre après-midi le projet a fait escale quai Colbert au Grau-du-Roi. Il a bénéficié pour cette escale du soutien de la Ville du Grau-du-Roi, du Syndicat Mixte du Pays Vidourle-Camargue, de l'Institut marin Seaquarium et de nombreux autres partenaires locaux. L'animation a été confiée à la Maison de l'Europe de Nîmes, Centre Europe Direct Gard Lozère.

Le comité d'organisation a bâti un après-midi riche en animations pour jeunes et moins jeunes. Autour de



l'exposition « Unie dans la diversité » les passants, nombreux en ce dimanche encore chaud, pouvaient découvrir, munis d'un questionnaire, les 28 pays de l'UE. Au stand d'information, la Maison de l'Europe a renseigné de nombreuses personnes sur l'Union européenne en général et sur l'initiative « Réflexions sur l'avenir de l'Europe » en particulier. Les cinq livrets

de réflexions par domaines (avenir de la défense européenne, approfondissement économique et



monétaire, mondialisation, finances de l'UE) ont été emportés en grand nombre par le public.

En début d'après-midi, les volontaires européens de la

Maison de l'Europe ont animé une rencontre avec des membres du conseil municipal des jeunes du Grau-du-Roi, sur la perception de l'UE par les jeunes et notamment sur les programmes de mobilité.

Marion Perras, animatrice du Pays Vidourle Camargue pour le Fonds européen FEAMP (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche) a accueilli le public autour d'un quizz sur la pêche et l'Europe et l'a renseigné sur la politique

européenne des affaires maritimes et de la pêche. Un pêcheur local, qui espère bénéficier bientôt du dispositif européen, a parlé de son métier au public. Ce moment d'échange en présence d'élus de la Ville et de Claire Sarda-Vergès, directrice de l'ADRET a été animé par Michael Stange sur le bateau La Valentine de l'association Siloé,



amarré à quai pour l'occasion.

L'après-midi a été fréquenté par environ 250 personnes et s'est terminé par un apéritif et une animation musicale du groupe « Les P'tits baigneurs ». Un vrai moment de plaisir !



13 au 18 novembre: la Maison de l'Europe reçoit à Nîmes ses partenaires du projet Connect

Engagée dans « Connect », une coopération entre des associations de 8 pays européens (Allemagne, Espagne, France, Italie, Pologne, Roumanie, Russie et Slovénie), la Maison de l'Europe de Nîmes reçoit à son tour ses partenaires du 13 au 18 novembre, pour une visite d'études entrant dans le cadre d'Erasmus+.

Au programme : rencontre avec la Maison de l'Europe, apport de témoignages dans une formation à la citoyenneté animée à Bagnols-sur-Cèze par la Maison de l'Europe, rencontre avec des acteurs associatifs et des élus du quartier Saint Charles/Gambetta (Centre social Emile Jourdan), participation à une table ronde au lycée de la CCI (« Formation et emploi, quelles articulations en Eu-

rope ? ») et découverte de l'environnement politique et culturel régional.

Jeudi 14 décembre: soirée « Estonie » à la Maison du protestantisme à Nîmes, 3 rue Claude Brousson

Depuis 4 ans, la Maison de l'Europe et le Mouvement européen du Gard ont pris l'habitude de marquer la fin de chaque présidence semestrielle du Conseil de l'UE en organisant une soirée autour du pays qui achève son mandat. Dans le cas présent, c'est vers l'Estonie que nous tournerons nos regards, un pays plus proche qu'il y paraît, et surtout d'une modernité discrète mais particulièrement efficace qui mérite d'être découverte.

Retenez la date, nous en reparlerons dans la prochaine Lettre Europe.

L'espace d'expression du Mouvement Européen Gard

Le régionalisme nationaliste : une idée neuve en Europe ?

Les événements de Catalogne nous secouent, incontestablement. D'abord parce que la Catalogne est à nos portes, ensuite parce qu'après le Brexit (dont l'issue finale n'est d'ailleurs pas encore écrite, loin s'en faut) on pouvait espérer que les dispensateurs de discours démagogiques et autres propagateurs de fake news se calmeraient. Espoir déçu : les irresponsables ont encore quelques beaux jours devant eux, Carles Puigdemont nous en donne la preuve.

S'agit-il pour autant de quelque chose de bien neuf dans notre Europe qui reste, quoi qu'on en pense, une « Europe des nations » ? Comme le rappelait récemment un spécialiste (Arte « 28 minutes » le 23/10), on parle toujours des mêmes : Flamands, Lombards, Écossais, Basques. Il est vrai que d'autres irrédentismes, pourtant toujours vivaces, sont plus discrets, peut-être parce qu'ils sont plus folkloriques : le Sud-Tyrol, la Galice, j'en oublie sans doute. D'autres encore ont rangé leurs trépignements séparatistes au rayon des accessoires dépassés : cf le récent référendum en Lombardie et Vénétie pour « plus d'autonomie ». Inquietant certes, dans l'esprit, mais de peu de conséquence dans la réalité.

D'autres ont franchement disparu des écrans : il n'y a encore pas si longtemps, il existait dans notre région un « Parti nationaliste occitan » qui ne brillait pas par son esprit d'ouverture, même si une

partie de ses demandes n'étaient pas déraisonnables - elles ont d'ailleurs été largement satisfaites depuis avec les Calandrettes, la double dénomination de nombreuses communes, les émissions en occitan, la création de radios locales régionalistes, etc.

Et les Corses : folklore, ou affirmation identitaire « authentique » ? Difficile à dire mais le fait est en tout cas que la musique indépendantiste a été mise en sourdine depuis que les « nationalistes » sont aux affaires. La preuve peut-être que, quand on a les mains dans le cambouis, on mesure la délicatesse de la mécanique ? Si c'était le cas, les Catalans auraient mis la pédale douce au lieu de jeter de l'huile sur le feu, aidés par les incontestables maladresses des gouvernements espagnols successifs.

Où cela va-t-il nous mener ? Bien malin qui peut le dire aujourd'hui. La seule issue raisonnable est le dialogue - qui paraît pour l'instant impossible - débouchant sur un supplément d'autonomie même si, en la matière, il n'y a plus grand chose à gratter, sauf à démonter la solidarité entre régions qui fait qu'en effet, la Catalogne riche paie - un peu - pour l'Andalousie ; de même que l'Île de France paie - un peu - pour l'Occitanie et que la Bavière paie - un peu - pour la Saxe et la Thuringe. Et que les Européens de l'Ouest paient - un peu - pour les pays d'Europe centrale et orientale, les « PECO » de naguère. Le terme a pratiquement disparu aujourd'hui et c'est tant mieux. « Un peu », mais ce peu a

déjà produit de grands effets : c'est le principe même de la solidarité non pas imposée mais choisie, parce que la solidarité est la condition même de la prospérité de tous, ceux qui paient autant que ceux qui reçoivent.

Certains parlent d'une Europe « des régions ». Pourquoi pas, en effet ? On peut imaginer, un jour, une fédération européenne regroupant entre 50 et 100 grandes régions, de taille et de poids équivalents, consacrant la disparition des États-nations. Mais sans doute ne le verrons-nous pas, et faire advenir cette utopie suppose qu'on commence par ne pas démolir ce qui, aujourd'hui, fonctionne. C'est ce que les séparatistes de tous poils, quelles que soient leurs motivations, ne comprennent visiblement pas.

Jean-Luc Bernet

10 novembre à 18h30 à l'Hôtel de ville d'Avignon: le Mouvement européen du Vaucluse organise une présentation-débat sur « **Le service extérieur de l'Union Européenne : relations extérieures et défense** », avec Michel Cailloet, ancien ambassadeur pour l'Union Européenne en Asie.

17, 18 et 19 novembre, l'Université d'automne du MEF (national) à La Rochelle.

Il est encore possible de s'inscrire sur le site mouvement-europeen.eu.

Nouvelles de l'Union Européenne

COMPARAISON DES PROPOSITIONS POUR L'UE DE JEAN-CLAUDE JUNCKER ET D'EMMANUEL MACRON

Il nous a paru intéressant de comparer les discours sur l'Europe prononcés à quelques jours d'intervalle par J-Claude Juncker et Emmanuel Macron: un catalogue très riche de propositions dont certaines (*en italique*) se retrouvent dans les deux textes, certes avec des nuances importantes. Comment vont réagir les autres États membres et qu'est-ce qui sera réellement mis en œuvre? Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Thèmes	Discours de J-Claude Juncker (Président de la Commission européenne) sur l'état de l'Union devant le Parlement européen le 13/9	Discours d'Emmanuel Macron (Président de la République) à la Sorbonne le 26/9
ÉCONOMIE, FINANCE ET MONNAIE		
Politique commerciale commune	Pour les futurs accords commerciaux internationaux, transparence accrue des processus décisionnels avec dernier mot au Parlement européen. Accords avec Australie et Nouvelle Zélande d'ici 2019	
Investissements étrangers dans l'UE	Examen des investissements étrangers afin de protéger des secteurs stratégiques (ports, infrastructures énergétiques, technologies de la défense).	
Industrie	Nouvelle stratégie industrielle	
Politique européenne de l'énergie		Marché européen de l'énergie avec renforcement des interconnexions entre pays voisins.
Politique agricole commune et sécurité alimentaire	Les consommateurs des pays d'Europe centrale et orientale doivent bénéficier de produits alimentaires de même qualité que ceux d'Europe de l'Ouest.	Repenser la P.A.C. Protéger face aux aléas des marchés. Favoriser la transition vers une agriculture responsable. Créer une "force commune de contrôle" qui assure la sécurité alimentaire des Européens.
Innovation et numérique	<i>Protéger nos droits de propriété intellectuelle</i> , notre diversité culturelle et nos données à caractère personnel. Création d'une agence européenne de cybersécurité.	<i>Défendre les droits d'auteur.</i> Créer une Agence européenne pour l'innovation de rupture, finançant en commun des champs de recherche nouveaux, comme l'intelligence artificielle. Marché unique du numérique. <i>Taxer les entreprises numériques qui échappent à l'impôt et réguler les grandes plate-formes.</i>
Fiscalité		Aboutir à la convergence fiscale des pays de l'UE. Définir pour 2020 une fourchette de taux d'impôt sur les sociétés dont le respect garantirait l'accès aux fonds structurels. Créer une taxe sur les transactions financières affectée à l'aide au développement. A terme, affecter l'impôt sur les sociétés au budget européen
Zone euro	<i>Créer un ministre des finances de la zone euro.</i> L'euro doit devenir la monnaie de tous les États membres. Évolution du Mécanisme européen de stabilité ¹ vers un Fonds monétaire européen. Pas de budget de la zone euro ni de parlement spécifique mais une ligne budgétaire conséquente. Réassurance des dépôts bancaires	<i>Créer un ministre des finances de la zone euro.</i> Créer un budget commun qui permette de financer des investissements communs, avec des impôts liés à ce budget.

SOCIETE ET ENVIRONNEMENT		
Éducation et culture		Chaque jeune Européen doit passer au moins 6 mois dans un autre pays européen (50% d'une classe d'âge en 2024) et parler 2 langues européennes d'ici 2024. Créer des Universités européennes qui seront un réseau d'universités permettant d'étudier à l'étranger et de suivre des cours dans deux langues au moins. Harmonisation ou reconnaissance mutuelle des diplômes du secondaire. Défendre le multilinguisme.
Convergence sociale	<i>Créer un socle commun de droits sociaux, « une union européenne des normes sociales ».</i>	<i>Assurer la convergence sociale des pays de l'UE en fixant des critères qui rapprochent progressivement les modèles sociaux et fiscaux.</i> Fixer un salaire minimum, adapté à la réalité économique de chaque pays, et encadrer la concurrence entre Etats membres par les niveaux de cotisations sociales. Le respect de ces critères conditionnerait l'accès aux fonds de solidarité européens.
Travailleurs détachés	<i>Création d'une autorité commune du travail.</i> « Ceux qui effectuent le même travail, au même endroit, doivent pouvoir obtenir le même salaire ».	<i>Création d'une autorité commune.</i> Réviser la directive sur les travailleurs détachés.
Protection sanitaire	Améliorer la couverture vaccinale.	
Environnement et climat	<i>L'Europe doit être à l'avant-garde contre le changement climatique ; réduction des émissions de carbone dans les transports.</i>	<i>L'Europe doit être à l'avant-garde de la transition écologique.</i> <i>Mettre en place un programme industriel de soutien aux véhicules propres et aux infrastructures nécessaires (bornes de recharge...). Fixer un prix plancher pour le carbone : au moins 25 à 30 euros la tonne. Instaurer une taxe carbone aux frontières européennes.</i>
INSTITUTIONS ET DEMOCRATIE		
Conseil européen ²	Fusion des postes de présidents du Conseil européen et de la Commission	
Conseil de l'U.E. ²	Il faut introduire le vote à la majorité qualifiée sur les décisions concernant l'assiette commune pour l'impôt sur les sociétés, la T.V.A., la fiscalité sur l'industrie numérique et la taxe sur les transactions financières.	
Commission européenne	<i>Création d'un ministre européen des finances et de l'économie qui remplacerait le commissaire correspondant, serait vice-président de la commission et présiderait l'Eurogroupe</i> ³ Nouveau code de conduite des commissaires.	<i>Créer un "ministre des Finances de la zone euro" avec "un contrôle démocratique".</i> Réduire la Commission à 15 membres.
Parlement européen	<i>Promotion des listes transnationales aux élections européennes.</i>	<i>Renforcer le Parlement européen par des listes transnationales, dès 2019, en utilisant le quota des 73 députés britanniques partants.</i> En 2024 la moitié du Parlement européen doit être élue sur ces listes transnationales.
Démocratisation	<i>Organisation de conventions impliquant les parlements nationaux et la « société civile » en 2018</i>	<i>Pendant 6 mois, en 2018, organiser des "conventions démocratiques", avec des débats nationaux et locaux sur la base de questions communes dans tous les pays de l'UE volontaires pour définir la feuille de route de demain.</i>

Subsidiarité	Création d'une force d'intervention « subsidiarité et proportionnalité » pour que l'Europe n'agisse que là où elle a une vraie valeur ajoutée	
JUSTICE ET AFFAIRES INTERIEURES		
Justice européenne	<i>Création d'un parquet européen compétent en matière de terrorisme transfrontalier.</i> Faire respecter les décisions de la Cour de justice de l'U.E.	<i>Création d'un parquet européen compétent en matière de terrorisme transfrontalier.</i>
Espace Schengen	<i>Renforcement de Frontex⁴</i> Élargir l'espace Schengen à la Bulgarie, la Roumanie et la Croatie.	<i>Créer une police européenne des frontières, "pour maîtriser efficacement nos frontières, accueillir dignement les réfugiés (...) et renvoyer rapidement ceux qui ne sont pas éligibles au droit d'asile".</i>
Migrations	Ouverture de voies de migrations légales. Améliorer les conditions de vie des réfugiés en Libye. Relocalisation urgente de 120 000 réfugiés Les États qui refuseront l'accueil de migrants devront payer une compensation financière	Fichiers connectés et documents d'identité biométriques sécurisés Créer un Office européen de l'asile pour accélérer et harmoniser les procédures. Installer un programme européen de formation et d'intégration pour les réfugiés
DEFENSE ET POLITIQUE ETRANGERE COMMUNE		
Défense européenne	<i>Créer un fonds européen de la défense.</i>	<i>Mettre en place au plus vite le Fonds européen de défense, la coopération structurée permanente et les compléter par une "initiative européenne d'intervention" pour intégrer les forces armées européennes. Échanges de militaires entre les pays européens. Créer une force commune d'intervention européenne pour 2020, un budget de défense commun et une "doctrine commune" pour agir.</i>
Sécurité et renseignement	<i>Création d'une cellule européenne de renseignements sur le terrorisme et d'une agence européenne de cybersécurité.</i>	<i>Créer une Académie européenne du renseignement pour assurer le rapprochement des capacités de renseignement.</i>
Sécurité civile		Créer un "force commune de protection civile" notamment pour aider en cas de catastrophes naturelles
Élargissement	<i>Il faut ouvrir des perspectives d'adhésion aux pays des Balkans.</i> Pas de nouvelle adhésion avant 2019, pas d'adhésion de la Turquie tant que l'état de droit, la justice et les valeurs fondamentales ne sont pas respectées.	<i>Ouverture aux pays des Balkans dès lors qu'ils respectent les valeurs européennes.</i> Le Royaume-Uni pourrait-il revenir au sein d'une U.E. réformée? Accepter une Europe à plusieurs vitesses.
Politique étrangère	<i>Abonder le fonds fiduciaire pour l'Afrique.</i> Prendre certaines décisions à la majorité qualifiée.	<i>Augmenter l'aide au développement.</i> Créer une taxe sur les transactions financières affectée à l'aide au développement. Ne plus tourner le dos à la Méditerranée. Voir l'Afrique comme le partenaire stratégique.
Relation franco-allemandes		Intégrer nos marchés en appliquant les mêmes règles à nos entreprises, du droit des affaires au droit des faillites. Nouveau « traité de l'Elysée » ⁵ .

En italique, les propositions identiques ou très proches.

Notes:

¹ **Mécanisme européen de stabilité M.E.S.** : institution financière capable de lever des fonds sur les marchés pour pallier une crise des dettes souveraines ou une crise bancaire dans la zone euro.

² Le **Conseil européen** réunit les chefs d'État ou de gouvernement tandis que le(s) **Conseil(s) de l'U.E.** réuni(ssen)t les ministres nationaux compétents dans un domaine: il y a autant de formats du Conseil de l'UE qu'il y a de domaines différents (agriculture, finances, affaires étrangères...).

³ **Eurogroupe** : réunion des ministres des finances des pays de la zone euro.

⁴ **Frontex** : police européenne des frontières qui vient en appui aux États membres pour contrôler les frontières extérieures de l'U.E.

⁵ **Traité de l'Elysée** entre la France et l'Allemagne signé le 22 janvier 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer ; il instaure une coopération étroite dans les domaines des relations internationales, de la défense et de l'éducation.

Le rideau de fer est-il vraiment tombé dans les têtes ?

Depuis quelque temps, l'Europe centrale et orientale (les pays de l'Est comme disent certains) fait parler d'elle négativement: certaines entreprises qui exploitent ses travailleurs sont soupçonnées d'abuser de la directive « travailleurs détachés » pour saper notre système de protection sociale, certains pays ont élu des dirigeants autoritaires qui menacent l'état de droit et la démocratie, etc.

D'abord, qu'est-ce que l'Europe centrale et orientale ?

On pourrait la définir, par commodité, comme étant les pays ayant subi un régime communiste.

Ce n'est pas un ensemble homogène, que ce soit sur le plan politique (la plupart des régimes sont respectueux de la démocratie), économique (la Tchéquie et la Pologne sont prospères, la Moldavie est au fond du trou), culturelle (comment confondre les peuples slaves avec les Hongrois, les Albanais ou les Bosniaques ?) ou religieux: majorité de catholiques en Lituanie, Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie et Croatie, d'orthodoxes en Ukraine, Biélorussie, Roumanie, Moldavie, Bulgarie, Macédoine, Monténégro et Serbie, forte présence de l'Islam en Bosnie, Albanie et Kosovo, protestants dans les pays baltes.

Pourquoi, sur des points essentiels, les pays d'Europe centrale et orientale sont-ils si différents de nous ?

Le multiculturalisme. La période nazie a anéanti la communauté juive, la « libération » par les communistes a entraîné l'expulsion des Allemands qui habitaient de longue date dans ces pays, le rideau de fer a isolé ces pays de tous les mouvements migratoires que l'Europe de l'ouest a connus depuis les années soixante, d'autant plus que ces États n'ont jamais eu de colonies. Il s'agit donc de pays dont la population est relativement homogène, et pour eux, le multiculturalisme est une menace pour leur identité d'autant plus que dans le passé, ils ont souvent été des remparts contre les invasions militaires et culturelles ottomane, allemande, russe.

Le souverainisme. Ces États se sont constitués sur les décombres de l'Empire ottoman (fin XIXe - début XXe siècle), sur le dépeçage de l'Empire austro-hongrois (suite à la Première guerre mondiale) et sur la disparition de l'URSS (après 1990). Une souveraineté si récente, si souvent interrompue brutalement (Allemagne nazie à partir de 1938, URSS à partir de 1944) est forcément ombreuse.

La méfiance vis-à-vis de l'Occident. Ces pays ont été séparés de nous, Occidentaux, pendant près de 50 ans. Derrière le rideau de fer, nous étions le modèle, la référence, nous suscitions l'envie. La découverte du matérialisme

brutal de « l'occident » a certainement déçu une partie de la population.

De plus, certains souvenirs historiques douloureux ne peuvent qu'alimenter une forme de ressentiment : le dépeçage de la Hongrie (traité de Trianon en 1920), l'abandon de la Tchécoslovaquie entre les griffes nazies (accords de Munich 1938), la non assistance à la Pologne lors de l'invasion allemande (1939), l'abandon à Staline de l'Europe centrale et orientale (1945), les réactions purement diplomatiques à l'écrasement des révoltes hongroise (1956) et tchécoslovaque (1968) par l'URSS, l'intervention tardive en Bosnie-Herzégovine (1995), l'intervention maladroite au Kosovo (1999).

Après la chute du rideau de fer, les politiciens occidentaux donneurs de leçons, les hommes d'affaires rapaces venus de l'Ouest pour ramasser les restes d'une industrie effondrée, la condescendance de certains membres de l'UE, tout cela a contribué à froisser la fierté de ces populations.

Le rejet du libéralisme culturel. Ces pays ont été pendant des siècles soumis à une Église, catholique ou orthodoxe, omniprésente et peu progressiste. L'Église a souvent été le meilleur rempart contre l'acculturation communiste et elle détient encore un magistère moral important. L'évolution rapide et désordonnée des mœurs est vue comme une décadence dont il convient de se protéger.

La remise en cause de l'état de droit. Ces pays n'ont qu'une expérience fugace de la démocratie qui n'a souvent été qu'une parenthèse dans leur histoire entre deux régimes autoritaires ou dominations étrangères. La « société civile » est faible et peu organisée bien qu'elle ait montré sa résilience pendant la domination communiste.

Les dirigeants autoritaires, parvenus au pouvoir par les urnes, présentent les contre-pouvoirs (cours constitutionnelles, justice...) comme des entraves à la souveraineté populaire, capitalisent sur les dysfonctionnements de la démocratie, sur la peur des migrants, sur les « immixtions » de Bruxelles, sur la victimisation due à leur marginalisation politique au sein des institutions européennes.

Sans oublier que l'entrée dans l'UE suppose l'adhésion à des valeurs communes, il faut convenir que l'intégration réelle de beaucoup de ces pays sera longue et nécessitera de notre part une compréhension et une réelle acceptation de leurs différences.

On a parlé de la PAC à Nîmes

Après une pause due aux campagnes électorales en France, le **député européen Franck Proust** a organisé le 5 octobre un **"Jeudi de l'Europe"** sur le thème **"La Politique Agricole Commune (PAC) et les spécificités méditerranéennes"**. Il avait pour cela invité son collègue **Michel Dantin**, député européen depuis 2009 (circonscription sud-est), membre de la Commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen.

Tout naturellement la réunion-débat se tenait à la Chambre d'agriculture du Gard. Dans l'assistance (environ 200 personnes), forte présence du monde agricole.

J.-Louis Portal, secrétaire de la Chambre d'agriculture et président de la FDSEA du Gard, introduit le sujet en s'affirmant pro-européen et en insistant sur les mérites de la PAC, tout en soulignant les particularités agricoles dans le Gard.

Franck Proust présente Michel Dantin et affirme que 80 % des difficultés des agriculteurs avec la PAC ne viennent pas de l'UE mais sont "franco-françaises": délais de paiement des aides, surtransposition de directives européennes,...

Michel Dantin rappelle d'abord la structure et les rôles des principales institutions européennes: **la Commission** (il la compare au 1er ministre français car chaque commissaire a voix sur tous les sujets tout en étant chargé d'un domaine particulier) - **le Conseil de l'UE** (qu'il compare au Sénat français: le Conseil de l'UE représente les collectivités que sont les Etats membres) - **le Parlement européen** qui représente les peuples et dont le vote sur les textes européens est indispensable.

Le budget européen est d'environ **140 milliards d'€ par an, dont 53 milliards pour l'agriculture**, il est établi par périodes de 7 ans, actuellement 2014-2020. Ce budget est géré à 80 % par les Etats, mais en France depuis 2014 ce sont les Régions qui le gèrent (décision de l'Etat, Michel Dantin estime que cela a rendu la gestion plus complexe, avec des retards dans la publication des résultats de la France d'où des retards de paiements). Chaque Région prend dans le "menu européen" ce qu'elle veut soutenir par des financements, par exemple en région PACA la maîtrise de l'eau: il faut donc que les organisations agricoles soient présentes lors de la programmation.

L'agriculture européenne a répondu dans les années 60 à une "commande publique": produire plus pour assurer l'auto-suffisance alimentaire de l'UE. Pour cela

l'UE apportait une aide à la production sous forme d'achats et de prix garantis. Dans une 2ème phase, pour éviter les surproductions et améliorer le respect de l'environnement, la PAC a évolué vers une aide aux exploitations et au développement des régions rurales. Pour la viticulture il n'y a pas eu d'aide à la production mais "l'Organisation commune de marché" peut financer des investissements; les droits de plantation ont été rétablis, ce qui



préserve la politique française de terroirs.

Des changements sont en préparation pour la PAC, il y a un consensus dans l'UE pour la maintenir car l'agriculture est une activité stratégique. Il y a cependant débat sur le risque de prix: laissé au jeu du marché ou géré par l'UE? Compte tenu des élections européennes en 2019, les changements à la PAC ne seront certainement pas proposés par la Commission et le Parlement européen actuels, mais par les prochains: proposition en 2020 et application à partir de 2023.

La perspective du Brexit pose plusieurs questions pour la PAC, deux exemples: - les achats de produits agricoles par le Royaume-Uni. Le R-U achète 2 millions de tonnes de viande par an dans l'UE, dont le tiers en Irlande: on ne peut pas définir la PAC après 2020 avant de connaître le résultat des négociations UE-UK - la disparition des 10 milliards d'€ / an de contribution nette du Royaume-Uni au budget de l'UE: les Etats membres vont-ils verser un peu plus pour compenser ou faudra-t-il diminuer les dépenses?

La traçabilité et le respect des normes de qualité: il y a des limites strictes aux teneurs en produits phytosanitaires ou de traitement des animaux, mais avec le temps de séjour dans les denrées alimentaires ces produits évoluent en produits de dégradation, ce qui rend les contrôles difficiles. La France veut appliquer des règles plus sévères que les règles européennes: "cela fait sourire les autres Etats ».

Michel Dantin termine en soulignant que vu la diversité des climats et des cultures en France il doit être présent dans sa commission pour tous les sujets agricoles!

Ensuite, **nombreuses questions de l'assistance sur les activités agricoles du Gard:** - **la vigne**, le député européen estime qu'il

faut des aides pour investir dans des réserves et l'amenée d'eau pour s'adapter au changement climatique: la répartition des pluies dans l'année évoluera probablement. Les aides européennes sont d'autant plus importantes que les crédits des Agences de l'eau françaises voient leurs crédits diminuer. Une personne dans la salle craint même une remise en cause des droits de pompage de BRL dans le Rhône...

- pour **le riz**, le marché est déséquilibré par des importations à bas prix du Cambodge. La Commission a accepté, après une démarche commune Espagne - France - Italie, d'activer la clause de sauvegarde, ce qui bloque les importations.

- **activités équestres:** la hausse récente de la TVA sur certaines prestations met en péril des structures.

- les **contrôles sur le vin** (un viticulteur cite des importations de vin espagnol pour accroître le volume en AOP). "Il n'y a pas de contrôleurs européens, les contrôles sont du domaine des Etats membres".

- **l'agriculture biologique.** "Le député européen de votre région Eric Andrieu travaille sur le sujet. La France veut un contrôle annuel dans les exploitations, les autres pays préfèrent des contrôles au hasard. Sans doute un vote en décembre".



Franck Proust conclut en réfutant vigoureusement la rumeur que la signature du CETA (UE-Canada) ouvre la porte au bœuf aux hormones en Europe: "c'est interdit en Europe donc l'importation est interdite, en plus le quota actuel est seulement 40 000 t par an". Il indique que le Parlement européen n'a pas autorisé la Commission européenne à négocier un traité de libre-échange avec le Mercosur (Amérique du sud). "Les négociations doivent prendre en compte tous les secteurs économiques, l'industrie comme l'agriculture, et les compromis peuvent ne pas être favorables à certains secteurs".

Il indique aussi que le Parlement européen vient de voter la création d'un parquet financier européen. Et il a bon espoir que la Base aérienne de sécurité civile toute proche devienne une Base européenne.

Enfin comme dans Astérix un buffet, excellent, préparé par le réseau "Bienvenue à la ferme" du Gard.

Plan d'investissement pour l'Europe: début octobre financement de 100 millions € pour 4 projets en France

Début octobre le « plan Juncker » s'est fait remarquer en France avec le feu vert à quatre projets, pour un financement global de 100 millions d'€.

Chaque projet a bénéficié d'un prêt de la Banque européenne d'investissement (BEI), avec la garantie du Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSI), qui constitue le pilier du plan Juncker:

- 20 millions € pour le groupe **CS Communication & Systèmes** pour financer la recherche, le développement et l'innovation (RDI) dans de nouveaux systèmes de cybersécurité;
- 15 millions € pour **Sunpartner Technologies** pour développer de nouveaux produits et ouvrir un nouveau site de production dans les énergies renouvelables;
- 20 millions € pour **Amoéba SA** pour créer de nouvelles lignes de production pour le traitement des

eaux;

- 45 millions € en faveur de **Saint Jean Industries** pour de nouveaux équipements et de la RDI appliquée à la production de voitures intelligentes à faibles émissions.

Ces projets sont à haut risque financier, c'est pourquoi le soutien du Fonds européen pour les investissements stratégiques et de la Banque européenne d'investissement est important pour les aider à démarrer.

Le plan d'investissement pour l'Europe a déjà abouti au financement de 35 milliards d'€ en France, où le groupe BEI a déjà approuvé 70 projets d'infrastructures et d'innovation ainsi que 28 conventions de financement de PME avec des banques ou des fonds intermédiaires. Ce plan d'investissement pour l'Europe a trois objectifs: éliminer les obstacles à l'investissement, apporter de la visibilité et une assistance technique aux projets d'investissement et faire une utilisation plus intelligente des ressources financières disponibles.

L'Union européenne et les élections récentes en Allemagne

Les électeurs allemands ont voté pour les législatives le 24 septembre. Le résultat est une majorité pour le parti de centre droit (chrétiens démocrates, CDU-CSU) d'Angela Merkel; elle sera donc à nouveau Chancelière mais cette majorité (33 %) est beaucoup moins nette que lors des élections précédentes et l'oblige à constituer une coalition pour gouverner. Avec qui? Le parti social-démocrate (PSD), avec lequel elle gouvernait depuis plusieurs années, a perdu beaucoup de voix (il n'a recueilli que 20,5 %) et se refuse - pour le moment? - à une coalition avec la CDU-CSU. Restent les libéraux (FDP, 10,7 %, en nette progression) et les Verts (8,9 %, stables), les partis extrémistes étant a priori incompatibles avec les chrétiens-démocrates.

Ces partis extrémistes sont la gauche radicale (Die Linke, stable à 9,2 %) et l'extrême droite (Alternative pour l'Allemagne, AfD) qui a avec 12,6 % a fait une entrée fracassante au Bundestag (Assemblée nationale).

Comment interpréter le score de l'AfD? L'Allemagne deviendrait-elle "un pays comme les autres" où l'extrême droite ne serait plus tabou? Remarquons que les régions qui ont le plus voté pour l'AfD sont celles de l'ex-RDA, où le chômage est plus important qu'à l'ouest et où une partie de la population estime que la réunification n'a pas tenu compte de son mode de vie et de ses valeurs.

Alors qu'en France on évoque régulièrement l'introduction d'une "dose de proportionnelle" pour l'élection des députés, le système électoral allemand fait une large place à la proportionnelle: les citoyens allemands mettent dans l'urne deux bulletins en même temps, l'un pour un candidat local (élu à la majorité relative locale, il n'y a pas de 2ème tour) et l'autre pour une liste nationale, qui obtient un nombre de

députés "à la proportionnelle". Si on simplifie, le système français favorise l'existence d'une majorité très nette alors que le système allemand permet une représentation plus forte des "petits" partis et oblige le parti majoritaire (majorité souvent relative) à nouer des coalitions.

Quelles conséquences pour l'Union européenne?

A court terme les négociations entre partis en Allemagne prendront certainement plusieurs mois, pendant lesquels l'Allemagne ne prendra aucune décision importante pour l'UE. Le "moteur franco-allemand" ne sera donc pas éteint mais restera au point mort.

A moyen terme Angela Merkel devra composer avec ses alliés dans la coalition qu'elle aura constituée. Or les libéraux du FDP se déclarent très hostiles à la création d'une gouvernance particulière de la zone euro et à une plus forte participation financière de l'Allemagne à un rééquilibrage des économies des Etats membres de l'UE.

Déjà sur la question de l'immigration Angela Merkel a dû accepter, sous la pression d'une fraction de son propre parti, de fixer une limite de 200 000 personnes par an recevant le statut de réfugiés. A noter que la France est loin d'atteindre ce nombre...

Le retour d'une coalition avec le SPD (sociaux démocrates) est-il vraiment à exclure? Ce serait certainement plus favorable à la réaccélération du moteur franco-allemand. Martin Schulz, qui dirige le SPD a été président du Parlement européen et s'est montré favorable à une ouverture de l'Allemagne à une aide aux pays moins prospères.

Cependant la politique allemande ne se fait ni à Bruxelles ni à Paris et on ne peut qu'observer et attendre!

L'Europe dans la région

L'Union européenne aide l'agroalimentaire du Gard

St Mamet à Vauvert. Peu nombreux peut-être sont ceux qui se souviennent de Libary (contraction de Libby's Bas Rhône), usine de conserves de fruits et légumes créée en 1964 avec des capitaux américains dans la foulée de la mise en service du canal d'irrigation BRL. Libary était une entreprise de Chicago. Peu après l'usine a été reprise par St Mamet, qui depuis 2015 appartient à Conserve de France. Après une phase difficile, elle se relance résolument avec de gros investissements de modernisation, en s'orientant vers les conserves de fruits en morceaux, en plus des compotes et confitures, les fruits



produits dans la région étant transformés très vite après leur cueillette. St Mamet emploie près de 200 salariés permanents à Vauvert, et 600 salariés en période de récoltes des fruits. Elle a signé un accord avec la coopérative Conserve Gard (qui regroupe 150 arboriculteurs) pour lui garantir l'achat de la production de fruits sur une durée de vingt ans.

L'Union européenne a apporté une aide de 224 000 € à l'investissement, en plus du soutien de 131 000 € de la Région

Château de Nages à Caissargues. La société Château de Nages (fruits et légumes) a reçu une **subvention européenne de 120 000 €**, en plus d'une aide de la région de 710 000 €, pour développer ses capacités de stockage et moderniser son installation de conditionnement.

Agenda

Samedi 28 octobre au dimanche 5 novembre. « Art it Out ! », échange de jeunes Erasmus + sur le thème de l'égalité femme-homme et des arts, avec des participants de Bulgarie, Espagne, Grèce, Roumanie et France, au Foyer La Reinette à Nîmes.

Mardi 31 octobre 18h, Café Multi Kulti, découvrir 4 pays européens, leurs cultures et leurs langues dans un cadre convivial. Café Olive, 22 Boulevard Victor Hugo, Nîmes

10 novembre 18h30, Hôtel de ville d'Avignon. Présentation-débat sur le Service extérieur de l'UE (voir p. 5)

17 au 19 novembre à La Rochelle: Université d'automne du Mouvement Européen France

Judi 9 novembre 10h – 17h: Agora des coopérations et des solidarités internationales, rencontre annuelle des acteurs régionaux, au Campus d'Agropolis International, Montpellier

Judi 9 novembre 10h Inauguration du **Kiosque Europe au lycée Jean-Baptiste Dumas à Alès**

Judi 9 novembre, 15h, Salle des Fêtes du Département à Mende.

Présentation du programme Erasmus + et des Kiosques Europe à la Conférence Politique de jeunesse du Département de la Lozère.

13 – 18 novembre Visite d'étude pour le projet européen **CONNECT.** Voir p. 5 et notre site Internet

23 novembre 10h-12h et 14h-16h30: Forum des Métiers et de la Formation à Ganges (19 av. Pasteur). Des jeunes (collégiens, lycéens et jeunes des Missions locales) rencontrent des entreprises qui leur présentent différents métiers répartis en pôles d'activités

24 novembre, à l'Université populaire de l'Uzège à Uzès: Présentation-débat par la Maison de l'Europe de Nîmes sur « Enjeux et défis de l'Union européenne au 21ème siècle ».

5 décembre, 10h-12h, à la Maison de la Région à Nîmes. Réunion avec les partenaires de la Maison de l'Europe de Nîmes. Présentation à nos principaux financeurs du bilan de l'année 2017 et des perspectives et du programme de travail de 2018.

14 décembre 18h. Maison du protestantisme de Nîmes. Soirée sur l'Estonie.

Nos deux associations

La Maison de l'Europe de Nîmes, association sans but lucratif, est en dehors de tout parti politique. Ses objectifs essentiels :

- Informer les habitants de Nîmes et sa région et susciter leur réflexion sur les sujets européens, afin de les inciter à devenir des citoyens européens conscients et responsables ;
- Développer la connaissance mutuelle entre les citoyens européens (échanges de jeunes, groupes de langues....)

Agréée Centre d'Information Europe Direct Gard-Lozère par la Commission européenne, elle est un relais d'information officiel sur l'Union européenne. Elle est membre de la Fédération Française des Maisons de l'Europe et du réseau EUNET (European Network for Education and Training).

Maison de l'Europe de Nîmes

Courriel : info@maison-europe-nimes.eu
Site internet : www.maison-europe-nimes.eu
Page Facebook : Maison de l'Europe Nîmes - Europe Direct Gard-Lozère
Twitter : @MdEuropeNimes
Président : **Frédéric Bourquin**

**2 rue de la Cité Foulc,
30000 NIMES
+ 33 (0)4 66 21 77 50**

Mouvement Européen-France-Gard

Courriel : mefgard@gmail.com
ou jean-luc.bernet@wanadoo.fr
Président : **Jean-Luc Bernet**

Le Mouvement Européen-France - Gard, section locale du Mouvement Européen France, s'est constitué en association sans but lucratif. Ses objectifs sont le partage de réflexions et l'organisation d'actions d'information sur les évolutions possibles de l'Union européenne. Le Mouvement Européen souhaite, en dehors de tout parti politique, soutenir les initiatives allant vers une intégration européenne plus forte.

La Maison de l'Europe accueille le Mouvement Européen - France - Gard dans son local et met à sa disposition des moyens matériels. Les associations organisent ensemble une grande partie de leurs actions d'information.

Nos principaux partenaires

